

L'INVITÉ DU DIMANCHE

« L'Église n'est pas une organisation stalinienne »

Recherche sur l'embryon, mariage pour tous, JMJ... M^{gr} André Vingt-Trois, ex-président de la Conférence épiscopale, assume la place de l'Église dans les débats de société.

Le cardinal André Vingt-Trois est archevêque de Paris. Il se rend aujourd'hui au Brésil pour accompagner les 5 500 Français qui participent aux Journées mondiales de la jeunesse (JMJ).

Vous vous êtes opposé à la loi autorisant la recherche sur l'embryon adoptée cette semaine. Que redoutez-vous ?

ANDRÉ VINGT-TROIS. Beaucoup de choses. Jusqu'à présent les autorisations étaient dérogatoires. Elles devaient correspondre à un protocole de recherche fournissant des objectifs thérapeutiques clairs, montrant qu'il n'y avait pas d'autres moyens d'y parvenir. Les laboratoires et les chercheurs devaient justifier leur demande. Aujourd'hui, on inverse la charge de la preuve, en rendant l'utilisation légale et l'interdiction dérogatoire.

La recherche sera pourtant encadrée...

Oui, mais ce sont des motifs de recours a posteriori. Une fois que ce sera fait, ce sera fait... On pourra dire que ce n'était pas bien de le faire, mais ça ne changera rien. Mon autre crainte, plus importante, c'est qu'on banalise l'instrumentalisation de l'humain dans la recherche scientifique. On m'oppose que ce sont des embryons qui n'ont plus de « projet parental », donc qui n'auraient pas de valeur humaine. Mais si on pousse cette logique jusqu'au bout, qu'advient-il demain des grabataires que plus personne ne soutient et qui n'ont plus de projet de vie ? Seront-ils eux aussi disponibles pour la recherche ?

« L'écologie doit d'abord être au service de l'homme »

Quel est le statut de l'embryon pour vous ?

C'est une question philosophique. On est devant un stade élémentaire de l'existence humaine, qui n'a pas toutes les facultés accomplies d'une personne, mais qui mérite d'être traité comme une personne humaine, avec le même respect.

Que faudrait-il faire alors des 50 000 embryons surnuméraires, ceux qui ne sont pas retenus pour les fécondations in vitro ?

Il ne fallait pas les faire ! Il y a bien des pays qui pratiquent l'aide médicale à la procréation sans embryons surnuméraires.

Elle répond toutefois à une souffrance...

Il y a beaucoup de souffrances auxquelles on ne peut pas remédier. Si on dit que toute souffrance doit être supprimée à quelque prix que ce soit, alors où se situera la frontière ? Les OGM peuvent être une ressource importante pour combattre la malnutrition à travers le monde, c'est un objectif tout à fait digne. Mais on nous dit que c'est moralement mauvais. On inscrit le principe de précaution dans la Constitution, on l'applique pour les OGM, mais pas pour l'être humain. Pourquoi ? L'écologie doit



Archevêché de Paris (VII^e), mercredi. Pour M^{gr} André Vingt-Trois, « deux conceptions de l'existence humaine se confrontent » entre l'Église et le monde politique, sur le mariage pour tous et la loi sur la recherche embryonnaire. (LP/Thomas Morel-Fort.)

d'abord être au service de l'homme. **Vous n'avez pas été entendu sur le mariage pour tous, ni sur l'embryon. Y voyez-vous une fracture entre l'Église et le monde politique ?**

Ce sont des conceptions de l'existence humaine qui se confrontent. L'Église participe à ce débat. Je ne crois pas que ce soit inutile. Ce n'est pas parce qu'on ne gagne pas politiquement que ce qu'on fait ne sert à rien ou que ce qu'on a dit est tombé dans le vide. Des gens nous ont entendus, se sont mobilisés, en particulier parmi les jeunes. Beaucoup n'avaient pas senti que l'enjeu dépassait leur petite

histoire personnelle et touchait le bien commun. Si on a permis à des gens de progresser dans leur manière de comprendre la vie, de se poser des questions, alors c'est un résultat important, un bénéfice.

Vous avez reproché au gouvernement une approche dogmatique. L'Église elle-même a-t-elle mené des débats sur ces questions en son sein ?

Il y a eu beaucoup de débats dans les communautés chrétiennes, oui. L'Église n'est pas une organisation stalinienne ! Il y a des gens qui peuvent avoir une position différente et ils peuvent l'assumer.

Faut-il désormais que les opposants au mariage pour tous s'engagent en politique ?

Je ne suis pas dans une problématique de prise de pouvoir. Mais c'est très bien que les gens qui se sont mobilisés prennent conscience que le débat politique ne puisse se résumer à un cri. Il y a des moments où il faut entrer dans un débat institutionnel. Il faut être élu.

Christine Boutin qui s'allie à Béatrice Bourges et à un ancien du Front national pour les élections européennes, c'est dans l'esprit de la mobilisation ? C'est leur problème. Ils incarnent

leurs idées et leur tactique politiques. Je n'ai rien à voir là-dedans. Je ne suis pas le tenant de l'idéologie politique de quelque groupe que ce soit.

Une Femem sur un timbre de la République, ça vous inspire quoi ?

Rien du tout. C'est un phénomène qui existe par les médias.

Vous avez dressé un diagnostic assez sombre de la société française...

On est dans une société de violence où les réflexes de sociabilité ne sont plus intégrés. Nous n'avons plus d'objectif commun qui mobilise au-delà des intérêts particuliers ou corporatistes.

La société française est-elle décadente ?

Pas encore tout à fait.

On s'en approche ?

On s'en approche si on laisse filer les choses en disant que finalement l'égalité, c'est que tous les particularismes puissent s'exprimer, qu'ils sont tous aussi légitimes, qu'il n'y a plus de règle commune pour faire le tri.

« Il faut apprendre aux gens à réfléchir sur les religions »

Quel message veut adresser l'Église à la jeunesse mondiale le week-end prochain à Rio ?

D'abord, mesurer la chance de vivre de la foi au Christ. Ensuite que cette richesse est une espérance et que cette richesse doit être partagée. On n'a pas reçu la foi pour la garder pour soi, mais pour la partager avec d'autres. C'est dans cette espérance que nous nous sommes rassemblés jeudi soir avec la famille de la jeune fille décédée en Guyane dans un accident de car. Nous nous sommes soutenus dans la prière pour affronter cet événement tragique, qui va certainement donner un ton de plus grande gravité au déroulement des JMJ.

Un prêtre savoyard a été démis de ses fonctions en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie. C'est incompatible ?

On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre ! C'est un peu difficile d'être représentant d'une Église et membre actif d'une corporation dont l'un des thèmes est de dire que l'Église est nuisible...

La montée du fondamentalisme musulman vous inquiète-t-elle ?

C'est très difficile à apprécier. Un certain nombre de jeunes marginalisés dans la société y trouvent une façon de s'affirmer, mais ça ne veut pas dire qu'ils sont des musulmans dévots. Par ailleurs, si l'école continue d'avoir des comportements laïcistes béotiens, ça ne peut que s'aggraver. Pour lutter contre le fondamentalisme, il faut apprendre aux gens à réfléchir sur les religions, et ne pas faire comme si elles n'existaient pas.

propos recueillis par
MATTHIEU CROISSANDEAU
ET ANNE-CÉCILE JUILLET